



KPMG S.A.
19 rue Clément Ader
Pôle Henri Farman - BP 162
51685 Reims

Association CO.M.A.L.-SOLIHA 51 (Comité Marnais d'Amélioration du Logement)

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2023

Association CO.M.A.L.-SOLIHA 51 (Comité Marnais d'Amélioration du Logement)

16, boulevard Hippolyte Faure - 51005 Châlons-en-Champagne

KPMG S.A., société d'expertise comptable et de commissaires aux comptes inscrite au Tableau de l'Ordre des experts comptables de Paris sous le n° 143008010101 et rattachée à la Compagnie régionale des commissaires aux comptes de Versailles et du Centre.
Société française membre du réseau KPMG constitué de cabinets indépendants affiliés à KPMG International Limited, une société de droit anglais (private company limited by guarantee).

Société anonyme à conseil d'administration
Siège social :
Tour EQHO
2 avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris La Défense Cedex
Capital social : 5 497 100 €
775 726 417 RCS Nanterre



KPMG S.A.
19 rue Clément Ader
Pôle Henri Farman - BP 162
51685 Reims

Association CO.M.A.L.-SOLIHA 51 (Comité Marnais d'Amélioration du Logement)

16, boulevard Hippolyte Faure - 51005 Châlons-en-Champagne

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2023

À l'Assemblée Générale de l'association CO.M.A.L.-SOLIHA 51 (Comité Marnais d'Amélioration du Logement),

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association CO.M.A.L.-SOLIHA 51 (Comité Marnais d'Amélioration du Logement) relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie "Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels" du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport.



Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur la traduction comptable des subventions allouées et sur le caractère approprié des principes comptables appliqués.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant la gouvernance de l'association relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.




Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Reims, le 23 mai 2024

KPMG S.A.

 Patrick Zeimett
2024.05.23
07:16:44 +02'00'

Patrick ZEIMETT

Associé

ACTIF	Exercice N			Exercice N-1
	Brut	Amortissements et dépréciations	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires	74 251 €	67 978 €	6 273 €	14 402 €
Immobilisations incorporelles en cours				
Autres immobilisations incorporelles				
Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions	39 630 €	28 950 €	10 680 €	14 702 €
Installations techniques, matériel et outillage industriels	29 265 €	27 764 €	1 500 €	3 931 €
Autres immobilisations corporelles	342 989 €	247 796 €	95 194 €	120 812 €
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
Immobilisations financières				
Participations et Créances rattachées				
Autres titres immobilisés	15 €	- €	15 €	15 €
Prêts				
Autres				
TOTAL (I)	486 150 €	372 488 €	113 662 €	153 863 €
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours				
Créances				
Avances, acomptes sur commandes	826 €		826 €	3 834 €
Créances clients usagers et comptes rattachés	256 159 €		256 159 €	320 498 €
Créances reçues par legs ou donations				
Autres	666 260 €		666 260 €	364 174 €
Valeurs mobilières de placement	1 201 704 €	811 €	1 200 893 €	985 339 €
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	476 493 €		476 493 €	613 717 €
Charges constatées d'avance	7 432 €		7 432 €	4 391 €
TOTAL (II)	2 608 874 €	811 €	2 608 063 €	2 291 954 €
Frais d'émission des emprunts (III)				
Primes de remboursement des emprunts (IV)				
Ecarts de conversion actif (V)				
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	3 095 024 €	373 299 €	2 721 725 €	2 445 817 €

PASSIF	Exercice N	Exercice N-1
FONDS PROPRES		
Fonds propres sans droit de reprise		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires	83 150 €	83 150 €
Fonds propres avec droit de reprise		
Fonds statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Ecarts de réévaluation		
Réserves		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves pour projet de l'entité		
Autres		
Report à nouveau	1 546 358 €	1 509 198 €
Excédent ou déficit de l'exercice	35 753 €	37 161 €
Situation nette (sous-total)	1 665 261 €	1 629 509 €
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement	47 937 €	66 669 €
Provisions réglementées		
TOTAL (I)	1 713 199 €	1 696 178 €
FONDS REPORTES ET DEDIES		
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés		
TOTAL (II)	- €	- €
PROVISIONS		
Provisions pour risques		18 978 €
Provisions pour charges	85 908 €	90 500 €
TOTAL (III)	85 908 €	109 478 €
DETTES		
Emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	60 975 €	
Emprunts et dettes financières diverses		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	28 844 €	32 485 €
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	434 966 €	431 137 €
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	397 833 €	176 539 €
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance	- €	- €
TOTAL (IV)	922 618 €	640 161 €
Ecarts de conversion passif (V)		
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	2 721 725 €	2 445 817 €

COMPTE DE RESULTAT	Exercice N	Exercice N-1
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Cotisations	2 376 €	5 346 €
Ventes de biens et services		
Ventes de biens		
dont ventes de dons en nature		
Ventes de prestations de services	956 687 €	1 063 664 €
dont parrainages		
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation	430 299 €	424 407 €
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
Ressources liées à la générosité du public		
Dons manuels		
Mécénats		
Legs, donations et assurances-vie		
Contributions financières		
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	14 454 €	19 190 €
Utilisations des fonds dédiés		
Autres produits	15 €	445 €
TOTAL I	1 403 831 €	1 513 052 €
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises		
Variation de stocks		
Autres achats et charges externes	241 504 €	259 129 €
Aides financières		
Impôts, taxes et versements assimilés	51 167 €	31 816 €
Salaires et traitements	853 634 €	838 609 €
Charges sociales	294 186 €	294 958 €
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	75 076 €	77 223 €
Dotations aux provisions		
Reports en fonds dédiés		
Autres charges	18 €	30 €
TOTAL II	1 515 585 €	1 501 765 €
1 - RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)	- 111 754 €	11 288 €
PRODUITS FINANCIERS		
De participations		
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés	32 751 €	14 558 €
Reprises sur dépréciations, provisions et transferts de charges	2 473 €	
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL III	35 224 €	14 558 €
CHARGES FINANCIERES		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	811 €	2 473 €
Intérêts et charges assimilées		
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement	- €	
TOTAL IV	811 €	2 473 €
2 - RESULTAT FINANCIER (III-IV)	34 413 €	12 085 €
3 - RESULTAT COURANT avant impôts (I-II+III-IV)	- 77 341 €	23 372 €

COMPTE DE RESULTAT	Exercice N	Exercice N-1
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Sur opérations de gestion	93 269 €	
Sur opérations en capital	18 731 €	22 045 €
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges	18 978 €	
TOTAL V	130 979 €	22 045 €
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Sur opérations de gestion	11 870 €	257 €
Sur opérations en capital		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et provisions		
TOTAL VI	11 870 €	257 €
4 - RESULTAT EXCEPTIONNEL (V-VI)	119 109 €	21 788 €
Participation des salariés aux résultats (VII)		
Impôts sur les bénéfices (VIII)	6 014 €	8 000 €
Total des produits (I+III+V)	1 570 034 €	1 549 656 €
Total des charges (II+IV+VI+VII+VIII)	1 534 281 €	1 512 494 €
6 - EXCEDENT OU DEFICIT	35 753 €	37 161 €
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Dons en nature		
Prestations en nature		
Bénévolat		
TOTAL	- €	- €
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Secours en nature		
Mise à disposition gratuite de biens		
Prestations en nature		
Personnel bénévole		
TOTAL	- €	- €

Annexe des comptes annuels

Présentation de l'entité

1- Objet Social

L'objet social de notre entité est décrit ainsi dans les statuts :

« L'association qui poursuit une mission d'utilité sociale a pour objet sans contraintes géographiques :

- La mise en état d'habitabilité, la restauration, la réhabilitation, l'équipement, le développement, la création d'une offre nouvelle de logements, notamment destinée aux personnes ou familles modestes ou défavorisées, par acquisition, prise à bail et ou gestion, pour soi-même et (ou) pour le compte de tiers
- La diffusion des informations de nature à faciliter la résorption ou l'amélioration de l'habitat défectueux ou insalubre
- De réaliser toute action ou expertise visant à lutter contre l'indécence, l'insalubrité ou le mal logement ou permettant de contrôler des normes et niveaux d'habitabilité, de performance, de sécurité et de confort des logements
- De promouvoir la réhabilitation des immeubles et ensemble d'immeubles constitués principalement de locaux d'habitation en vue de les améliorer et les adapter aux conditions de vie de leurs occupants
- D'exercer, par tout moyen, une action en vue de la restauration et de l'équipement du patrimoine existant, ainsi que pour l'accès et le maintien des personnes dans un habitat décent
- D'assurer l'accompagnement social lié au logement, la médiation liée à l'habitat, l'action socio-éducative en vue de l'insertion par le logement et la promotion des personnes et des familles
- De promouvoir toute action tendant à une revitalisation des quartiers existants en milieu urbain et rural, de participer à toute action ayant pour but l'amélioration de l'habitat et du cadre de vie, et en général, de contribuer à la définition politique en matière d'aménagement et d'habitat
- De recevoir mandat de gestion de deniers publics et parapublics
- D'étudier et éventuellement de réaliser toute action d'aménagement, d'urbanisme, de construction ou d'amélioration contribuant à une meilleure insertion du logement dans la ville comme en zone rurale
- De mener toute étude ou enquête visant à mesurer les conditions de logement

- Rassembler et diffuser toute documentation d'ordre législatif, réglementaire, financier ou technique et assurer toute information et formation se rapportant à son objet
- Susciter et coordonner les initiatives locales tendant à promouvoir le tourisme, les loisirs ainsi que l'aménagement des villes et villages
- D'engager toute étude ou action destinée au public âgé et handicapé afin de favoriser le maintien à domicile, le lien social et la mobilité dans la cité
- De mener toute action visant à favoriser les économies d'énergie et promouvoir les énergies renouvelables »

2- Nature et périmètre des activités ou missions sociales réalisées

La nature des activités ou missions sociales réalisées durant l'exercice peut être résumée ainsi :

- Développement durable du patrimoine et renouvellement urbain
 - Diagnostics énergétiques du logement
 - Espace conseil France Rénov'
 - Plateforme de rénovation énergétique GECKO RENOV – SARE Pays de Châlons
 - Etudes d'Opérations de Restauration Immobilière (ORI) associées à l'OPAH RU de la Ville d'Epernay
 - OPAH RU du centre ancien de SAINT-DIZIER (52) : études de restructuration d'îlots anciens dégradés, mise en place d'un permis de louer, Veille et Observation des Copropriétés (VOC)
- Urbanisme solidaire, Habitat indigne
 - Maîtrise d'œuvre Urbaine et Sociale (MOUS) « Logement adapté » sur Châlons Agglo
 - Maîtrise d'œuvre Urbaine et Sociale (MOUS) « Relogement » sur Reims
 - Maîtrise d'œuvre urbaine et sociale « Relogement » sur Châlons-en-Champagne avec NOV'HABITAT
 - Sédentarisation des Gens du voyage avec la MOUS d'ancrage des Gens du voyage pour l'Agglo d'Epernay
 - Diagnostic social en direction des Gens du Voyage sur l'aire d'accueil de la route de Suippes à CHALONS EN CHAMPAGNE
 - Contrôles de décence de logements susceptibles de bénéficier de l'allocation logement pour le compte de la CAF de la Marne

○

- Acteur du Pôle Départemental de Lutte contre l'Habitat Indigne de la Marne
- Lutte contre l'habitat indigne Campagne de sensibilisation « Santé-Habitat » auprès des intervenants à domicile avec l'ARS Champagne Ardenne
- Aide à la constitution de dossiers de financements de projets d'investisseurs privés dans les territoires ACTION CŒUR DE VILLE
- OPAH RU du centre-ville de Châlons-en-Champagne : repérage et outils renforcés
- Réhabilitation thermique de la copropriété des « Résidences de Lorraine » à SAINT-MEMMIE
- Lauréat de l'appel à candidature du plan national de lutte contre les logements vacants
- Membre de m'agence immobilière IM'HAI
- Programme d'actions pour le repérage et la sensibilisation des habitants de Courdemanges avec la fondation VALOREM

- Gérontologie, Handicap et Enquêtes sociologiques

- Mise en œuvre du schéma gérontologique départemental (diagnostics adaptation)
- Diagnostics spécifiques en ergothérapie en partenariat avec DOMPLUS, le Département de la Marne, la Maison des Personnes Handicapées MDPH, France PARKINSON
- Charte du logement adapté
- Guide de bons conseils pour une salle de bains adaptée, accessible et plus sûre
- ADALOGIS 51, bourse au logement adapté avec le département de la Marne et l'ARCA
- EVOLOGIS 51, appartement témoin et le Petit truck en plus, camion aménagé
- QUALIBAIL, Enquêtes pour la NOV'HABITAT

- QUALICERT

- Certification obtenue pour la première fois en Décembre 2020 et qui a été renouvelée suite à l'audit de Décembre 2023 pour une durée de 3 ans
- 1 écart avait été détecté, écart corrigé immédiatement.

Le suivi animation des OPAH GRAND REIMS, Cœur de ville d'EPERNAY, RU de SEDAN, SMC, Communauté d'Agglomération de CHALONS-EN-CHAMPAGNE, RU centre-ville de CHALONS-EN-CHAMPAGNE, Est du Pays Vitryat, CA SAINT-DIZIER DER et BLAISE, RU centre-ville de SAINT-DIZIER, ARDENNE METROPOLE et PORTES DU Luxembourg, SUD ARDENNES, VITRY CHAMPAGNE et DER

3- Description des moyens mis en œuvre

Les principaux moyens mis en œuvre par notre entité afin de réaliser les activités décrites au paragraphe précédent sont les suivants :

- Ressources humaines : l'effectif est de 19.44 ETP au 31 Décembre 2023
- Autres moyens :
 - L'association dispose de locaux à Châlons-en-Champagne et à Reims

4- Faits caractéristiques d'importance significative, de l'exercice et postérieurs à la clôture

Faits caractéristiques de l'exercice

L'exercice a été caractérisé par les faits d'importance significative suivants :

⇒ Changement de logiciel métier / comptabilité, immobilisations et paie

- Depuis le 01.01.22, les paies sont réalisées sur SILAE, logiciel distribué par le CDER
- Suite à l'arrêt d'ici quelques années de la maintenance et du développement du logiciel métier ALPIX, le COMAL SOLIHA 51 a décidé d'anticiper cette fin et de se tourner vers un nouveau prestataire CERTI SOLUTION afin d'intégrer le logiciel INTRADOS courant 2022.

La migration a été faite fin Octobre 2022.

- ALPIX, devenu CYLLENE intègre à sa solution métier, le logiciel de Comptabilité, de Gestion des Immobilisations. Le transfert sur QUADRA de CEGID a été fait en Octobre 2023
- Mise en place à partir de Septembre 2023 de la plateforme EURECIA qui permet la gestion des congés et des notes de frais des collaborateurs

Faits caractéristiques postérieures à la clôture

Le budget 2024 a été établi en tenant compte entre autres du changement de règles d'attribution des aides octroyées par l'ANAH avec MPA (Ma Prime Adapt') et le MAR (Mon Accompagnateur Rénovation) pour lequel le COMAL SOLIHA 51 a été agréé en 2023

5- Principes et méthodes comptables

Principes généraux

Les comptes annuels de notre entité pour cet exercice clos ont été arrêtés conformément aux dispositions du code de commerce, aux dispositions spécifiques applicables du règlement ANC 2018-06 et à défaut d'autres dispositions spécifiques applicables du règlement ANC 2014-03 relatif au plan comptable.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base : continuité de l'exploitation, permanence des méthodes, comptables d'un exercice à l'autre, indépendance des exercices, conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

Changement de méthode comptable

Aucun changement de méthode d'évaluation et de présentation n'est intervenu au cours de l'exercice.

6- Informations relatives au bilan

6.1 Bilan Actif

6.1.1 Immobilisations incorporelles. Mouvements principaux

Nature de l'immobilisation	Acquisitions	Sorties
Logiciels	13 747€	0€

6.1.2 Immobilisations incorporelles. Amortissements pour dépréciation

Types d'immobilisations	Mode	Durée
Logiciels	Linéaire	1 An

6.1.3 Immobilisations corporelles. Mouvements principaux

Nature de l'immobilisation	Acquisitions	Sorties
Matériel et outillage		
Matériel informatique et bureau	8 177€	
Mobilier	12 469€	386€
Matériel de transport		
Agencement appart. Pédagogique	481€	
Agencements		

6.1.4 Immobilisations corporelles. Amortissements pour dépréciation

Types d'immobilisations	Mode	Durée
Agencements	Linéaire	7 à 10 ans
Installations techniques, matériel et outillage industriels	Linéaire	2 ans
Matériel de transport	Linéaire	4 ans
Matériel de bureau et informatique	Linéaire	2 à 5 ans
Agencement Appart. Pédagogique	Linéaire	5 ans
Mobilier de bureau	Linéaire	3 à 5 ans

6.1.5 Créances

Créances	Montant Brut	Echéance à – 1 an	Echéance à + 1 an
Autres créances	666 260€	666 260€	
Créances clients et comptes rattachés (nettes après provisions)	256 159€	256 159€	
Avances sur commandes	826€	826€	
Charges constatées d'avance	7 432€	7 432€	
Total	930 677€	930 677€	

6.1.6 Placements financiers

Les placements sont constitués de :

- *SICAV Monétaires pour 49 673€*
- *Bons de caisse pour 1 000 000€*
- *Obligations pour 126 000€*

Ils sont inscrits à l'actif pour leur coût d'achat.

La plus-value latente sur les SICAV monétaires s'élève à 8 800€ et la moins-value latente sur les obligations s'élève à 811€ à la clôture de l'exercice.

Les intérêts courus sur bons de caisse s'élèvent à 26 031€.

6.2. Bilan Passif

6.2.1 Fonds Propres

Libellé	Solde au début de l'exercice	Augmentation	Diminution	Solde à la fin de l'exercice
Fonds propres sans droit de reprise				
- Apport fusion CORAL	83 150€			83 150€
Fonds propres avec droit de reprise				
Réserves				
- Réserve statutaires ou contractuelles				
- Réserve pour projet de l'entité				
- Autres réserves				
Report à nouveau	1 509 197€	37 160€		1 546 358€
Résultat de l'exercice	37 161€	35 753€	37 161€	35 753€
Situation nette	1 629 509 €	72 913 €	37 161 €	1 665 261€
- subventions d'investissements rapportées au résultat	66 669€		18 732€	47 937€
Total	1 696 177€	72 913€	55 893€	1 713 199€

6.2.2 Provisions pour risques et charges

Situations et mouvements rubriques	Provisions début exercice	Augmentation	Diminution	Solde à la fin de l'exercice
Provisions pour charges - Indemnité de départ à la retraite	90 500€		4 592€	85 908€
Provision pour risques	18 978€		18 978€	0
Total	109 478€	€	23 570€	85 908€

Sur l'exercice, la provision pour risques de 18 978€ est reprise car prescrite.

6.2.3 Engagements pris en matière de retraite

Le montant des droits qui sont acquis par les salariés au titre de l'indemnité de départ à la retraite, s'élève à 85 908€, charges sociales incluses. Ce calcul prend en considération le turn-over ainsi que la probabilité de survie.

Ce montant est entièrement comptabilisé en provisions pour départ en retraite.

6.2.3.1 Etat des dettes

Dettes	Montant Brut	Degré d'exigibilité du passif		
		Echéance à moins d' 1 an	Echéances entre 1 et 5 ans	Echéances à plus de 5 ans
Emprunts et dettes financières divers	60 975€	60 975€		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	28 844€	28 844€		
Avance et acompte sur Commandes en cours				
Dettes fiscales et sociales	434 966€	434 966€		
Autres dettes	397 833€	397 833€		
Produits constatés d'avance				
TOTAL	922 618€	922 618€		

6.2.3.2 Fournisseurs et Comptes Rattachés

Libellés	Montant au début de l'exercice	Montant à la fin de l'exercice
Fournisseurs	21 099€	17 374€
Fournisseurs factures non parvenues	11 386€	11 470€
TOTAL	32 485€	28 844€

7- Informations relatives au Compte de Résultat

7.1 Résultat exceptionnel

Le résultat exceptionnel se compose :

- **De produits exceptionnels** pour un total de 130 979€ dont
 - Refacturations de prestations 2021-2022 au Grand Reims pour 87 463€
 - Quote-part subventions d'investissement : 18 731€
 - Reprise de provisions pour risques : 18 978€
- **De Charges exceptionnelles** pour un total de 11 870€ correspondant essentiellement à des factures antérieures

8- Autres Informations

8.1. Montant des rémunérations et avantages en nature versés aux cadres dirigeants :

Conformément à l'article de la Loi No 2006-586 du 23 mai 2006 relative au volontariat associatif et à l'engagement éducatif, l'association est amenée à communiquer le montant des rémunérations et avantages en nature versés aux trois plus hauts cadres dirigeants bénévoles ou salariés.

L'association ne compte aucun cadre dirigeant.

8.2. Contributions volontaires en nature

Une contribution volontaire en nature est l'acte par lequel une personne physique ou morale apporte à une entité un travail, des biens ou des services à titre gratuit.

Ceci correspond à :

- Des contributions en travail : bénévolat, mises à disposition de personnes ;
- Des contributions en biens : dons en nature redistribués ou consommés en l'état ;
- Des contributions en services : mises à disposition de locaux ou de matériel, prêt à usage, fourniture gratuite de services
- Une contribution est une participation, sous quelque forme que ce soit, à la réalisation d'une œuvre commune.

L'entité qui apporte ou affecte des biens en nature isolés ou des sommes en numéraire, à une personne morale de droit privé à but non lucratif, ne bénéficie, par cette opération, d'aucun droit sur le patrimoine de cette personne morale bénéficiaire.

Ces apports ou affectations sont comptabilisés en charge à la date de signature de la convention ou des statuts.

Les apports ou affectations sont soit en numéraire soit en nature.

Les apports en nature correspondent à l'apport de tout bien qu'il soit matériel ou immatériel autre que l'argent.

La valorisation des apports de biens ou autres services se fait par référence au coût réel comme par exemple la valeur locative des mises à disposition de locaux.

L'association n'a pas de contribution volontaire en nature jugée significative.